

No. 17949

MULTILATERAL

Convention relating to the distribution of programme-carrying signals transmitted by satellite. Done at Brussels on 21 May 1974

Authentic texts: French, English, Spanish and Russian.

Registered ex officio on 25 August 1979.

MULTILATÉRAL

Convention concernant la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite. Faite à Bruxelles le 21 mai 1974

Textes authentiques : français, anglais, espagnol et russe.

Enregistrée d'office le 25 août 1979.

CONVENTION¹ CONCERNANT LA DISTRIBUTION DE SIGNAUX PORTEURS DE PROGRAMMES TRANSMIS PAR SATELLITE

Les Etats contractants,

Constatant que l'utilisation de satellites pour la distribution de signaux porteurs de programmes croît rapidement tant en importance qu'en ce qui concerne l'étendue des zones géographiques desservies,

Préoccupés par le fait qu'il n'existe pas à l'échelle mondiale de système permettant de faire obstacle à la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite par des distributeurs auxquels ils ne sont pas destinés et que l'absence d'un tel système risque d'entraver l'utilisation des communications par satellites,

Reconnaissant à cet égard l'importance des intérêts des auteurs, des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion,

Convaincus qu'un système international doit être établi, comportant des mesures propres à faire obstacle à la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite par des distributeurs auxquels ils ne sont pas destinés,

Conscients de la nécessité de ne porter atteinte en aucune façon aux conventions internationales déjà en vigueur, y compris la Convention internationale des télécommunications² et le Règlement des radiocommunications³ annexé à cette Convention, et en particulier de n'entraver en rien une plus large acceptation de la Convention de Rome du 26 octobre 1961⁴ qui accorde une protection aux artistes interprètes ou exécutants, aux producteurs de phonogrammes et aux organismes de radiodiffusion,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1. Aux fins de la présente Convention, on entend par :

i) « Signal », tout vecteur produit électroniquement et apte à transmettre des programmes.

¹ Entrée en vigueur le 25 août 1979, soit trois mois après le dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du cinquième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, conformément à l'article 10, paragraphe 1 :

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>
Nicaragua	1 ^{er} décembre 1975 a
Kenya	6 janvier 1976
Mexique	18 mars 1976
Yougoslavie	29 décembre 1976
Allemagne, République fédérale d*	25 mai 1979

(Avec une déclaration d'application à Berlin-Ouest.)

* Voir p. 40 du présent volume pour le texte de la déclaration faite lors de la ratification.

² United Kingdom, *Treaty Series*, n° 74 (1961), *Cmd. 1484*. Voir aussi « Convention internationale des télécommunications, conclue à Málaga-Torremolinos le 25 octobre 1973 » dans le *Recueil des Traités* des Nations Unies, vol. 1209 et 1210, n° I-19497.

³ Union internationale des télécommunications, Règlement des radiocommunications, Genève, 1959.

⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 496, p. 43.

ii) « Programme », tout ensemble d'images, de sons ou d'images et de sons, qui est enregistré ou non et qui est incorporé dans des signaux destinés à être distribués.

iii) « Satellite », tout dispositif situé dans l'espace extra-terrestre et apte à transmettre des signaux.

iv) « Signal émis », tout signal porteur de programmes qui se dirige vers un satellite ou qui passe par un satellite.

v) « Signal dérivé », tout signal obtenu par la modification des caractéristiques techniques du signal émis, qu'il y ait eu ou non une ou plusieurs fixations intermédiaires.

vi) « Organisme d'origine », la personne physique ou morale qui décide de quel programme les signaux émis seront porteurs.

vii) « Distributeur », la personne physique ou morale qui décide de la transmission des signaux dérivés au public en général ou à toute partie de celui-ci.

viii) « Distribution », toute opération par laquelle un distributeur transmet des signaux dérivés au public en général ou à toute partie de celui-ci.

Article 2. 1) Tout Etat contractant s'engage à prendre des mesures adéquates pour faire obstacle à la distribution sur son territoire, ou à partir de son territoire, de signaux porteurs de programmes par tout distributeur auquel les signaux émis vers le satellite ou passant par le satellite ne sont pas destinés. Cet engagement s'étend au cas où l'organisme d'origine est ressortissant d'un autre Etat contractant et où les signaux distribués sont des signaux dérivés.

2) Dans tout Etat contractant où l'application des mesures visées à l'alinéa 1 ci-dessus est limitée dans le temps, la durée de celle-ci est fixée par la législation nationale. Cette durée sera notifiée par écrit au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'adhésion, ou si la législation nationale y relative entre en vigueur ou est modifiée ultérieurement, dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de cette législation ou de celle de sa modification.

3) L'engagement prévu à l'alinéa 1 ci-dessus ne s'étend pas à la distribution de signaux dérivés provenant de signaux déjà distribués par un distributeur auquel les signaux émis étaient destinés.

Article 3. La présente Convention n'est pas applicable lorsque les signaux émis par l'organisme d'origine, ou pour son compte, sont destinés à la réception directe par le public en général à partir du satellite.

Article 4. Aucun Etat contractant n'est tenu d'appliquer les mesures visées à l'article 2, alinéa 1, lorsque les signaux distribués sur son territoire, par un distributeur auquel les signaux émis ne sont pas destinés,

- i) Portent de courts extraits du programme porté par les signaux émis et contenant des comptes rendus d'événements d'actualité, mais seulement dans la mesure justifiée par le but d'information de ces extraits; ou bien
- ii) Portent, à titre de citations, de courts extraits du programme porté par les signaux émis, sous réserve que de telles citations soient conformes aux bons usages et soient justifiées par leur but d'information; ou bien

iii) Portent, dans le cas où le territoire est celui d'un Etat contractant considéré comme un pays en voie de développement conformément à la pratique établie de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, un programme porté par les signaux émis, sous réserve que la distribution soit faite uniquement à des fins d'enseignement, y compris celui des adultes, ou de recherche scientifique.

Article 5. Aucun Etat contractant ne sera tenu d'appliquer la présente Convention en ce qui concerne les signaux émis avant l'entrée en vigueur de ladite Convention à l'égard de l'Etat considéré.

Article 6. La présente Convention ne saurait en aucune façon être interprétée comme limitant ou portant atteinte à la protection accordée aux auteurs, aux artistes interprètes ou exécutants, aux producteurs de phonogrammes ou aux organismes de radiodiffusion, en vertu des législations nationales ou des conventions internationales.

Article 7. La présente Convention ne saurait en aucune façon être interprétée comme limitant la compétence de tout Etat contractant d'appliquer sa législation nationale pour empêcher tout abus de monopole.

Article 8. 1) A l'exception des dispositions des alinéas 2 et 3, aucune réserve n'est admise à la présente Convention.

2) Tout Etat contractant, dont la législation nationale en vigueur à la date du 21 mai 1974 le prévoit, peut, par une notification écrite déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, déclarer que pour son application la condition prévue dans l'article 2, alinéa 1 (« au cas où l'organisme d'origine est ressortissant d'un autre Etat contractant »), sera considérée comme remplacée par la condition suivante : « au cas où les signaux émis le sont à partir du territoire d'un autre Etat contractant ».

3) a) Tout Etat contractant qui, à la date du 21 mai 1974, limite ou exclut la protection à l'égard de la distribution des signaux porteurs de programmes au moyen de fils, câbles ou autres voies analogues de communication, distribution qui est limitée à un public d'abonnés, peut, par une notification écrite déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, déclarer que, dans la mesure où et tant que sa législation nationale limite ou exclut la protection, il n'appliquera pas la présente Convention aux distributions faites de cette manière.

b) Tout Etat, qui a déposé une notification en application du sous-alinéa a, notifiera par écrit au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dans les six mois de leur entrée en vigueur, toutes modifications introduites dans sa législation nationale et en vertu desquelles la réserve faite aux termes de ce sous-alinéa devient inapplicable ou bien est limitée dans sa portée.

Article 9. 1) La présente Convention sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Elle restera ouverte jusqu'à la date du 31 mars 1975 à la signature de tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies, de l'une des institutions spécialisées reliées à l'Organisation des Nations Unies ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique ou partie au Statut de la Cour internationale de Justice.

2) La présente Convention sera soumise à la ratification ou à l'acceptation des Etats signataires. Elle sera ouverte à l'adhésion des Etats visés à l'alinéa 1.

3) Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

4) Il est entendu qu'au moment où un Etat devient lié par la présente Convention il doit être en mesure, conformément à sa législation nationale, de donner effet aux dispositions de la Convention.

Article 10. 1) La présente Convention entrera en vigueur trois mois après le dépôt du cinquième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

2) A l'égard de chaque Etat ratifiant ou acceptant la présente Convention ou y adhérant après le dépôt du cinquième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur trois mois après le dépôt de son instrument.

Article 11. 1) Tout Etat contractant aura la faculté de dénoncer la présente Convention par une notification écrite déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2) La dénonciation prendra effet douze mois après la date de la réception de la notification visée à l'alinéa 1.

Article 12. 1) La présente Convention est signée en un seul exemplaire en langues anglaise, espagnole, française et russe, les quatre textes faisant également foi.

2) Des textes officiels sont établis par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et par le Directeur général de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, après consultation des Gouvernements intéressés, dans les langues allemande, arabe, italienne, néerlandaise et portugaise.

3) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifie aux Etats visés à l'article 9, alinéa 1, ainsi qu'au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, au Directeur général de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, au Directeur général du Bureau international du travail et au Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications :

- i) Les signatures de la présente Convention;
- ii) Le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;
- iii) La date d'entrée en vigueur de la présente Convention aux termes de l'article 10, alinéa 1;
- iv) Le dépôt de toute notification visée à l'article 2, alinéa 2, ou à l'article 8, alinéas 2 ou 3, ainsi que le texte l'accompagnant;
- v) La réception des notifications de dénonciation.

4) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmet deux exemplaires certifiés conformes de la présente Convention à tous les Etats visés à l'article 9, alinéa 1.

EN FOI DE QUOI, les soussignés dûment autorisés à cet effet ont signé la présente Convention.

FAIT à Bruxelles ce vingt et un mai 1974.

Pour l'Afghanistan :
For Afghanistan:
Por Afganistán:
За Афганистан:

Pour l'Afrique du Sud :
For South Africa:
Por Sudáfrica:
За Южную Африку:

Pour l'Albanie :
For Albania:
Por Albania:
За Албанию:

Pour l'Algérie :
For Algeria:
Por Argelia:
За Алжир:

Pour la République fédérale d'Allemagne :
For the Federal Republic of Germany:
Por la República Federal de Alemania:
За Федеративную Республику Германии:

FELIX OTTO GAERTE
ELISABETH STEUP

Pour la République démocratique allemande :
For the German Democratic Republic:
Por la República Democrática Alemana:
За Германскую Демократическую Республику:

Pour l'Arabie saoudite :
For Saudi Arabia:
Por Arabia Saudita:
За Саудовскую Аравию:

Pour l'Argentine :
For Argentina:
For Argentina:
За Аргентину:

CARLOS ORTIZ DE ROZAS
marzo 26 de 1975¹

Pour l'Australie :
For Australia:
For Australia:
За Австралию:

Pour l'Autriche :
For Austria:
For Austria:
За Австрию:

WOLFGANG WOLTE
26 March 1975

Pour les Bahamas :
For the Bahamas:
For las Bahamas:
За Багамские острова:

Pour Bahrein :
For Bahrain:
For Bahrein:
За Бахрейн:

Pour le Bangladesh :
For Bangladesh:
For Bangladesh:
За Бангладеш:

Pour les Barbades :
For Barbados:
For las Barbados:
За Барбадос:

¹ 26 March 1975 — 26 mars 1975.

Pour la Belgique :
For Belgium:
Por Bélgica:
За Бельгию:

G. L. DE SAN

Pour le Bhoutan :
For Bhutan:
Por Bhután:
За Бутан:

Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie :
For the Byelorussian Soviet Socialist Republic:
Por la República Socialista Soviética de Bielorrusia:
За Белорусскую Советскую Социалистическую Республику:

Pour la Birmanie :
For Burma:
Por Birmania:
За Бирму:

Pour la Bolivie :
For Bolivia:
Por Bolivia:
За Боливию:

Pour le Botswana :
For Botswana:
Por Botswana:
За Ботсвану:

Pour le Brésil :
For Brazil:
Por Brasil:
За Бразилию:

JOÃO FRANK DA COSTA

Pour la Bulgarie :
For Bulgaria:
Por Bulgaria:
За България:

Pour le Burundi :
For Burundi:
Por Burundi:
За Бурунди:

Pour la République-Unie du Cameroun :
For the United Republic of Cameroon:
Por la República Unida del Camerún:
За Объединенную Республику Камерун:

Pour le Canada :
For Canada:
Por Canadá:
За Канаду:

Pour la République centrafricaine :
For the Central African Republic:
Por la República Centroafricana:
За Центральноафриканскую Республику:

Pour le Chili :
For Chile:
Por Chile:
За Чили:

Pour la Chine :
For China:
Por China:
За Китай:

Pour Chypre :
For Cyprus:
Por Chipre:
За Кипр:

TITOS PHANOS

Pour la Colombie :
For Colombia:
Por Colombia:
За Колумбию:

Pour le Congo :
For the Congo:
Por Congo:
За Конго:

Pour la République de Corée :
For the Republic of Korea:
Por la República de Corea:
За Республику Корею:

Pour la République populaire démocratique de Corée :
For the People's Democratic Republic of Korea:
Por la República Popular Democrática de Corea:
За Корейскую Народно-Демократическую Республику:

Pour le Costa Rica :
For Costa Rica:
Por Costa Rica:
За Коста-Рику:

Pour la Côte d'Ivoire :
For the Ivory Coast:
Por Costa de Marfil:
За Берег Слоновой Кости:

KETTI LAUBHOUEY

Pour Cuba :
For Cuba:
Por Cuba:
За Кубу:

Pour le Dahomey :
For Dahomey:
Por Dahomey:
За Дагомею:

Pour le Danemark :
For Denmark:
Por Dinamarca:
За Данию:

Pour la République dominicaine :
For the Dominican Republic:
Por la República Dominicana:
За Доминиканскую Республику:

Pour l'Égypte :
For Egypt:
Por Egipto:
За Египет:

Pour El Salvador :
For El Salvador:
Por El Salvador:
За Сальвадор:

Pour les Emirats arabes unis :
For the United Arab Emirates:
Por los Emiratos Arabes Unidos:
За Объединенные Арабские Эмираты:

Pour l'Équateur :
For Ecuador:
Por Ecuador:
За Эквадор:

Pour l'Espagne :
For Spain:
Por España:
За Испанию:

JUAN MANUEL DE LA VEGA GÓMEZ-ACEBO

Pour les Etats-Unis d'Amérique :
For the United States of America:
Por los Estados Unidos de América:
За Соединенные Штаты Америки:

HARVEY J. WINTER

BARBARA A. RINGER

Pour l'Éthiopie :
For Ethiopia:
Por Etiopía:
За Эфиопию:

Pour les Fidji :
For Fiji:
Por los Fiji:
За Фиджи:

Pour la Finlande :
For Finland:
Por Finlandia:
За Финляндию:

Pour la France :
For France:
Por Francia:
За Францию:

JACQUES LECOMPT
27 mars 1975

Pour le Gabon :
For Gabon:
Por Gabón:
За Габон:

Pour la Gambie :
For the Gambia:
Por Gambia:
За Гамбию:

Pour le Ghana :
For Ghana:
Por Ghana:
За Гану:

Pour la Grèce :
For Greece:
Por Grecia:
За Грецию:

Pour le Guatemala :
For Guatemala:
Por Guatemala:
За Гватемалу:

Pour la Guinée :
For Guinea:
Por Guinea:
За Гвинею:

Pour la Guinée-Bissau :
For Guinea Bissau:
Por Guinea Bissau:
За Гвинею (Бисау):

Pour la Guinée équatoriale :
For Equatorial Guinea:
Por Guinea Ecuatorial:
За Экваториальную Гвинею:

Pour la Guyane :
For Guyana:
Por Guyana:
За Гайану:

Pour Haïti :
For Haiti:
Por Haiti:
За Гаити:

Pour la Haute-Volta :
For the Upper Volta:
Por Alto Volta:
За Верхнюю Вольту:

Pour le Honduras :
For Honduras:
Por Honduras:
За Гондурас:

Pour la Hongrie :
For Hungary:
Por Hungria:
За Венгрию:

Pour l'Inde :
For India:
Por India:
За Индию:

Pour l'Indonésie :
For Indonesia:
Por Indonesia:
За Индонезию:

Pour l'Irak :
For Iraq:
Por Irak:
За Ирак:

Pour l'Iran :
For Iran:
Por Irán:
За Иран:

Pour l'Irlande :
For Ireland:
Por Irlanda:
За Ирландию:

Pour l'Islande :
For Iceland:
Por Islandia:
За Исландию:

Pour Israël :
For Israel:
Por Israel:
За Израиль:

MAYER GABAY
VICTOR HAZAN

Pour l'Italie :
For Italy:
Por Italia:
За Италию:

GIUSEPPE MESCHINELLI
GINO GALTIERI

Pour la Jamaïque :
For Jamaica:
Por Jamaica:
За Ямайку:

Pour le Japon :
For Japan:
Por Japón:
За Японию:

Pour la Jordanie :
For Jordan:
Por Jordania:
За Иорданию:

Pour le Kenya :
For Kenya:
For Kenia:
За Кению:

DAVID J. COWARD

Pour la République khmère :
For the Khmer Republic:
Por la República Khmer:
За Кхмерскую Республику:

Pour le Koweït :
For Kuwait:
Por Kuwait:
За Кувейт:

Pour le Laos :
For Laos:
Por Laos:
За Лаос:

Pour le Lesotho :
For Lesotho:
Por Lesotho:
За Лесото:

Pour le Liban :
For Lebanon:
Por Líbano:
За Ливан:

EMILE BEDRAN
GABY GRESH

Pour le Libéria :
For Liberia:
Por Liberia:
За Либерию:

Pour la République arabe libyenne :
For the Libyan Arab Republic:
Por la República Árabe Libia:
За Ливийскую Арабскую Республику:

Pour le Liechtenstein :
For Liechtenstein:
Por Liechtenstein:
За Лихтенштейн:

Pour le Luxembourg :
For Luxembourg:
Por Luxemburgo:
За Люксембург:

Pour Madagascar :
For Madagascar:
Por Madagascar:
За Мадагаскар:

Pour la Malaisie :
For Malaysia:
Por Malasia:
За Малайзию:

Pour le Malawi :
For Malawi:
Por Malawi:
За Малави:

Pour les Maldives :
For Maldives:
Por las Maldivas:
За Мальдивские острова:

Pour le Mali :
For Mali:
Por Malí:
За Мали:

Pour Malte :
For Malta:
Por Malta:
За Мальту:

Pour le Maroc :
For Morocco:
Por Marruecos:
За Марокко:

ABDALLAH CHAKROUN

Pour Maurice :
For Mauritius:
Por Mauricio:
За Остров Маврикий:

Pour la Mauritanie :
For Mauritania:
Por Mauritania:
За Мавританию:

Pour le Mexique :
For Mexico:
Por México:
За Мексику:

GABRIEL E. LARREA RICHERAND

Pour Monaco :
For Monaco:
Por Mónaco:
За Монако:

Pour la Mongolie :
For Mongolia:
Por Mongolia:
За Монголию:

Pour Nauru :
For Nauru:
Por Nauru:
За Науру:

Pour le Népal :
For Nepal:
Por Nepal:
За Непал:

Pour le Nicaragua :
For Nicaragua:
Por Nicaragua:
За Никарагуа:

Pour le Niger :
For the Niger:
Por Níger:
За Нигер:

Pour le Nigéria :
For Nigeria:
Por Nigeria:
За Нигерию:

Pour la Norvège :
For Norway:
Por Noruega:
За Норвегию:

Pour la Nouvelle-Zélande :
For New Zealand:
Por Nueva Zelandia:
За Новую Зеландию:

Pour l'Oman :
For Oman:
Por Omán:
За Оман:

Pour l'Ouganda :
For Uganda:
Por Uganda:
За Уганду:

Pour le Pakistan :
For Pakistan:
Por Pakistán:
За Пакистан:

Pour le Panama :
For Panama:
Por Panamá:
За Панаму:

Pour le Paraguay :
For Paraguay:
Por Paraguay:
За Парагвай:

Pour les Pays-Bas :
For the Netherlands:
Por los Países Bajos:
За Нидерланды:

Pour le Pérou :
For Peru:
Por Perú:
За Перу:

Pour les Philippines :
For the Philippines:
Por Filipinas:
За Филиппины:

Pour la Pologne :
For Poland:
Por Polonia:
За Польшу:

Pour le Portugal :
For Portugal:
Por Portugal:
За Португалию:

Pour le Qatar :
For Qatar:
Por Qatar:
За Катар:

Pour la Roumanie :
For Romania:
Por Rumania:
За Румынию:

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:
Por el Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte:
За Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии:

Pour le Rwanda :
For Rwanda:
Por Rwanda:
За Руанду:

Pour Saint-Marin :
For San Marino:
Por San Marino:
За Сан-Марино:

Pour le Saint-Siège :
For the Holy See:
Por Santa Sede:
За Ватикан:

Pour le Samoa Occidental :
For Western Samoa:
Por Samoa Occidental:
За Западное Самоа:

Pour le Sénégal :
For Senegal:
For Senegal:
За Сенегал:

N'DÉNÉ N'DIAYE

Pour la Sierra Leone:
For Sierra Leone:
For Sierra Leone:
За Сьерра-Леоне:

Pour Singapour :
For Singapore:
For Singapur:
За Сингапур:

Pour la Somalie :
For Somalia:
For Somalia:
За Сомали:

Pour le Souaziland :
For Swaziland:
For Swazilandia:
За Свазиленд:

Pour le Soudan :
For the Sudan:
For Súdán:
За Судан:

Pour Sri Lanka :
For Sri Lanka:
For Sri Lanka:
За Шри Ланку:

Pour la Suède :
For Sweden:
Por Suecia:
За Швецию:

Pour la Suisse :
For Switzerland:
Por Suiza:
За Швейцарию:

WALTER STAMM

Pour la République arabe syrienne :
For the Syrian Arab Republic:
Por la República Árabe Siria:
За Сирийскую Арабскую Республику:

Pour la République-Unie de Tanzanie :
For the United Republic of Tanzania:
Por la República Unida de Tanzania:
За Объединенную Республику Танзанию:

Pour le Tchad :
For Chad:
Por Chad:
За Чад:

Pour la Tchécoslovaquie :
For Czechoslovakia:
Por Checoslovaquia:
За Чехословакию:

Pour la Thaïlande :
For Thailand:
Por Tailandia:
За Таиланд:

Pour le Togo :
For Togo:
Por Togo:
За Того:

Pour les Tonga :
For Tonga:
Por Tonga:
За Тонга:

Pour Trinité-et-Tobago :
For Trinidad and Tobago:
Por Trinidad y Tobago:
За Тринидад и Тобого:

Pour la Tunisie :
For Tunisia:
Por Túnez:
За Тунис:

Pour la Turquie :
For Turkey:
Por Turquía:
За Турцию:

Pour la République socialiste soviétique d'Ukraine :
For the Ukrainian Soviet Socialist Republic:
Por la República Socialista Soviética de Ucrania:
За Украинскую Советскую Социалистическую Республику:

Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques :
For the Union of Soviet Socialist Republics:
Por la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas:
За Союз Советских Социалистических Республик:

Pour l'Uruguay :
For Uruguay:
Por Uruguay:
За Уругвай:

Pour le Venezuela :
For Venezuela:
Por Venezuela:
За Венесуэлу:

Pour la République du Viet-Nam :
For the Republic of Viet-Nam:
Por la República de Viet-Nam:
За Республику Вьетнам:

Pour le Yémen :
For Yemen:
Por Yemen:
За Йемен:

Pour le Yémen démocratique :
For Democratic Yemen:
Por Yemen Democrático:
За Йеменскую Народно-Демократическую Республику:

Pour la Yougoslavie :
For Yugoslavia:
Por Yugoslavia:
За Югославию:

JACKSA PETRIC
31st March 1975

Pour le Zaïre :
For Zaire:
Por Zaire:
За Заир:

Pour la Zambie :
For Zambia:
Por Zambia:
За Замбию:

DECLARATION MADE
UPON RATIFICATION*FEDERAL REPUBLIC
OF GERMANY*DÉCLARATION FAITE
LORS DE LA RATIFICATION*RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE
D'ALLEMAGNE*

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

„Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland erklärt gemäß Artikel 2 Absatz 2 des Übereinkommens, daß der Schutz gemäß Artikel 2 Absatz 1 auf ihrem Hoheitsgebiet auf 25 Jahre nach Ablauf des Kalenderjahres beschränkt wird, in dem die Übertragung über Satelliten erfolgt ist.“

[TRANSLATION]

The Government of the Federal Republic of Germany herewith declares in pursuance of article 2(2) of the Convention that the protection accorded pursuant to article 2(1) is restricted in its territory to a period of 25 years after the expiry of the calendar year in which the transmission by satellite has occurred.

[TRADUCTION]

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne déclare par les présentes, conformément au paragraphe 2 de l'article 2 de la Convention, que la protection accordée en application du paragraphe 1 de l'article 2 est limitée sur son territoire à une période de 25 ans suivant l'expiration de l'année civile au cours de laquelle la transmission par satellite a eu lieu.